

শফিক উদ্দিন মোল্লা
01715-497072
হাহান মোল্লা
01715-862740

Newsletter mai 2024
Faites-nous signe
Rwanda, 30 ans après
Portrait de Zuliana
Le Bangladesh à vélo

WSM MAGAZINE



UN·E DONATEUR·TRICE PRÉPARÉ·E EN VAUT DEUX LE NUMÉRO DE REGISTRE NATIONAL

Depuis le 1^{er} janvier 2024, nous sommes légalement tenus de vous demander et d'enregistrer votre numéro de registre national. Nous vous assurons que vos données ne seront utilisées uniquement qu'aux fins de notre ASBL et que nous ne les transmettrons pas à des tiers.

Le numéro de registre national aura pour seul but de préparer correctement votre prochaine attestation fiscale.

En effet, en transmettant votre numéro de registre national à l'administration fiscale, votre don pourra être relié sans erreur aucune à l'attestation fiscale à laquelle vous avez droit. Jusqu'au mois de mars de cette année, nous ne partageons que votre prénom, votre nom et votre adresse. Ces données s'avéraient parfois insuffisantes pour attribuer correctement et automatiquement les attestations à la bonne personne. En tant que donateur·trice, vous deviez veiller à ce que le montant figurant sur votre attestation soit bien déduit. Cette (nouvelle) obligation légale garantit donc que l'avantage fiscal auquel vous avez droit sera automatiquement repris dans votre déclaration d'impôts.

Le numéro national figure sur votre carte d'identité. Dès que vous nous donnez votre accord, vous avez 3 options pour nous le transmettre.

Scannez pour remplir le formulaire



Nous l'envoyer par e-mail à RNN@wsm.be.

Prénom :
Nom :
Rue et numéro :
Code postal et ville :
RRN : XXXXXXXXXXXXX
(sans signes de ponctuation)

Ou nous contacter au 02/246 36 79, le lundi, mardi ou jeudi entre 09h30 et 17h00.

Nous vous remercions pour la confiance que vous témoignez à notre organisation.

Chaque don personnel, à partir de 40 euros sur une base annuelle, vous donne droit à une réduction d'impôt de 45 %. Si vous faites un don de 100 euros à WSM, il ne vous en coûtera donc que 55 euros. Intéressant, non ?

Signature(s) _____

ORDRE DE VIREMENT

Si complété à la main, n'indiquer qu'une seule MAJUSCULE ou un seul chiffre noir (ou bleu) par case

Date d'exécution souhaitée dans le futur	Montant	EUR	CENT
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Compte donneur d'ordre (IBAN)	<input type="text"/>		
Nom et adresse donneur d'ordre	<input type="text"/>		
Compte bénéficiaire (IBAN)	BE 0 9 7 9 9 5 5 0 0 4 4 0 5 7		
BIC bénéficiaire	GKCCBEBB		
Nom et adresse bénéficiaire	WSM ASBL CHAUSSEÉE DE HAECHE 1030 BRUXELLES 579		
Communication	DON MAI 2024		

CHER·ÈRE DONATEUR·TRICE

Cette année, WSM fête ses 50 ans. En octobre, nous publierons une édition spéciale du WSM-Magazine. Nous reviendrons sur 50 ans de coopération internationale, 50 ans de changement social.

Et nous nous tournerons également vers l'avenir. Quel sera notre rôle dans un monde qui évolue rapidement ? Comment conserver notre raison d'être dans un monde qui limite de plus en plus la liberté d'expression et l'espace des mouvements sociaux ? Comment continuer à garantir que la coopération et la solidarité sont les voies à suivre ?

Parce que nous aimons rester en contact avec vous entre deux éditions du WSM-Magazine, nous avons à cœur de partager cette lettre d'information avec vous. Après la publication de l'édition spéciale du WSM-Magazine en octobre prochain, nous vous enverrons à nouveau nos dernières brèves en décembre. Bien entendu, vous pouvez toujours consulter notre site web et nos médias sociaux pour obtenir de plus amples informations.

Bart Verstraeten
Directeur général
au nom de WSM



Le travail fourni par WSM et ses partenaires est rendu possible grâce au soutien de la DGD, d'ENABEL, de Wallonie-Bruxelles International, la Région de Bruxelles-Capitale, la province de Flandre Occidentale, beweging.net, le MOC, kwb, Familiehulp, l'ANMC, l'ACV-CSC, ACV-Puls, la CSC BIE, la CSC A&S, l'ACV-CSC METEA, la KAJ, Femma, le FBZ Pétrole, Co-Valent, FBZ PC 314, Alimento, Internationale Mijnerkersolidariteit, 11.11.11, CNCD-11.11.11, BRS, DEME4Life, VDK et beaucoup de donateurs et donatrices individuel·les. Merci !

RWANDA

30 ANS APRÈS L'INDICIBLE

07 avril 1994. Le génocide et les massacres au Rwanda ont plongé le pays dans l'horreur. Les blessures profondes se sont lentement cicatrisées et laissent encore aujourd'hui des traces. Tout le monde a dû fournir des efforts pour remettre le pays sur les rails et sur la voie de la résilience, de la croissance économique et du progrès social.

TEXTE / Séraphin Gasore et Uzziel Twagilimana - PHOTOS / CEFOTRAR et Audrey Claeys

Le Rwanda, pays des mille collines, est entré en guerre en octobre 1990 et a été plongé dans un chaos indescriptible dès le 7 avril 1994, juste après l'attentat contre l'avion du président de l'époque, Juvénal Habyarimana. Le pays est alors en feu, au sens propre comme au sens figuré. Le génocide a entraîné une violence sans précédent au Rwanda, avec environ 1 million de Tutsis et de Hutus modérés brutale-

ment massacrés en l'espace de quelques mois. Près de 3 millions de Rwandais-es se sont retrouvé-es dans des camps de réfugié-es dans les pays voisins, la République démocratique du Congo et la Tanzanie. Les biens, y compris les infrastructures et les équipements, ont été détruits ou pillés.

En juillet 1994, l'ancien gouvernement a été remplacé par un nouveau.

Le pays a dû être reconstruit à tous les niveaux, alors que le découragement régnait partout. La tâche la plus importante, dans une telle période, est de restaurer progressivement le tissu social. Il a été extrêmement difficile de faire coexister pacifiquement les survivant-es avec ceux et celles qui avaient été leurs bourreaux. Les gens avaient à peu près tout perdu, matériellement et moralement, et étaient livrés à eux-mêmes. Des centaines de milliers d'hommes et des centaines de femmes se sont retrouvé-es en prison pour leur implication présumée dans le génocide. La société civile, tout comme le pays, était en ruine. Les fondateur-trices et les forces motrices des principales ONG rwandaises ont fui le pays. D'autres leaders de la société civile ont fini par s'exiler. Les ONG internationales sont parties dès le début de la guerre.

Pour le gouvernement de transition dirigé par le FPR (Front patriotique rwandais), qui vient de gagner la guerre, la tâche est colossale. Les efforts de tous les Rwandais-es ont été nécessaires. Et la communauté internationale a alors été invitée à s'unir pour relever cet immense défi.

C'est dans ce contexte que WSM a repris ses activités au Rwanda pour aider les quelques animateur-trices



© WSM



de mouvements sociaux restés dans le pays à redonner confiance et envie de vivre à la population.

Plusieurs initiatives ont été relancées pour promouvoir l'emploi et l'accès à l'emploi. Elles ciblent principalement les jeunes, les femmes, les travailleurs de l'économie informelle et d'autres groupes en situation de vulnérabilité, y compris les personnes âgées. Les mouvements sociaux se réorganisent peu à peu et offrent divers services : formation professionnelle en coiffure et esthétique, couture, maçonnerie, menuiserie, maroquinerie et soudure, sans oublier l'entrepreneuriat et l'égalité des sexes.

L'une des organisations partenaires de WSM, FMP ou Fédération des mouvements populaires, a repris ses formations en agriculture dans les écoles d'agriculture, tandis que d'autres, telles COTRAF (syndicat) et ARR (organisation pour les personnes âgées), fournissent une assistance sociale et juridique aux travailleuses et aux retraités. Les lauréats des cours de formation créent diverses coopératives de production, de transformation et d'artisanat. Ils-elles reçoivent un soutien financier pour l'achat de bétail et de matériel de production, ainsi que des kits de démarrage pour leur propre salon de coiffure ou atelier de couture.

Au cours des cinq dernières années, 5.515 personnes, principalement des jeunes, et 1.585 femmes, ont bénéficié d'une formation professionnelle (notamment grâce au centre de formation CEFOTRAR) ou d'une formation à l'agriculture moderne (grâce au FMP). Leurs revenus ont augmenté et leur vie quotidienne, ainsi que celle de leurs familles, s'est améliorée. Le réseau INSPiR Zamuka, le réseau rwandais de défense du droit à la protection sociale, a obtenu des succès : augmentation des pensions et des salaires des enseignants du secteur public, réformes dans le secteur de l'enseignement technique et professionnel, ratification récente de la convention 190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement au travail, en sont quelques exemples.

Le chemin parcouru par le Rwanda au cours des 30 dernières années a été long et difficile. Le peuple rwandais a fait preuve de patience, de résilience et de courage, soutenu par la coopération internationale. Aujourd'hui, le Rwanda se distingue par ses stratégies de promotion de l'égalité des sexes et de protection de l'environnement. Un exemple en est la propreté de la capitale Kigali qui suscite l'admiration de ses visiteurs. Et parmi les défis relevés, nous épinglons les investissements dans le tourisme et les infrastructures, mais aussi les pro-

grammes de protection sociale, comme les soins de santé universels, par exemple.

Les Rwandais-es ont prouvé leur résilience, les partenariats internationaux ont apporté une contribution significative. Des progrès considérables ont été accomplis si l'on considère l'ampleur du travail réalisé en matière de réconciliation nationale, même si les cicatrices restent visibles. Bien sûr, de nombreux défis subsistent, tels que la pauvreté dans certaines parties du pays, les inégalités, qui entraînent à leur tour un accès insuffisant au travail décent et à la protection sociale pour toutes et tous. En outre, la situation sécuritaire dans la sous-région reste précaire, ce qui hypothèque considérablement les possibilités de réaliser de véritables progrès sociaux au Rwanda et dans les pays voisins.

Dans ce contexte, les mouvements sociaux, avec lesquels WSM travaille depuis plusieurs décennies, au Rwanda et ailleurs dans le monde, estiment qu'il est essentiel de rester engagés dans l'apprentissage et l'échange mutuels. C'est ainsi que les mouvements sociaux posent les bases de la confiance, inestimable pour toute société.





« J'ai besoin d'être auprès des gens. Sentir ce qui est vivant. Mettre le doigt sur l'injustice et l'inégalité. Découvrir les causes et dresser l'acte d'accusation. **En tant que journaliste, je ne dois jamais perdre la capacité de m'indigner.** Le jour où l'on normalise les violations des droits humains, où l'on devient cynique, alors on perd sa raison d'être en tant que journaliste. C'est aussi ce qui m'anime en tant que responsable syndical à l'ANP (l'association nationale des journalistes du Pérou) : chaque être humain compte, a des droits, a sa place. Ma voix et ma plume sont mes armes. Au Pérou, le journalisme est souvent confronté à la répression des forces de l'ordre. Ceux et celles qui recensent et dénoncent les violations des droits humains ont la tâche difficile. Nous révélons une vérité qui dérange. C'est pourquoi j'ai choisi cette caricature : l'ombre de la botte nous suit. Mais cette ombre ne nous inspire pas la peur. Nous avons réussi à la transformer en courage. Nous continuerons à défendre courageusement notre démocratie ».

Zuliana Lainez ANP PERU (ASSOCIATION NATIONALE DES JOURNALISTES)

PHOTO / Didier Petre



LE BANGLADESH

VU PAR NICOLE ROEGIERS,
BANGLABIKER



TEXTE / Nicole Roegiers - PHOTOS / Jan Denil

« Bar pass ! » Je me trouve avec le groupe de Banglabikers au comptoir de la douane et je suis perplexe. Le fonctionnaire répète « Bar pass ! ». Une autorisation de consommer de l'alcool dans un pays musulman ? J'essaie de réprimer un sourire, mais son collègue éclate de rire. « Le but, disons le but de votre voyage ? » Je comprends alors. Et je réponds immédiatement : « Tourisme ». Il acquiesce, prend une photo et me renvoie à mes occupations. Soulagée, je fais mes premiers pas au Bangladesh.

Je m'appelle Nicole Roegiers, mère de Sarah Vandoorne. Sarah est l'auteur du livre « Wardrobe fasting - the textile chain unraveled », un livre à lire absolument si l'on veut mieux comprendre ces objets de notre quotidien : les vêtements et textiles. Grâce à Sarah, je me rendrai au Bangladesh le dimanche 11 février 2024.

Lorsque j'ai eu 60 ans l'année dernière, j'ai perdu pied pendant un moment. Puis j'ai décidé de sortir de ma zone de confort et de faire de nouvelles choses. Le projet Banglabike de WSM et Okra, qui permet à un groupe de personnes âgées de plus de 55 ans de découvrir le pays situé entre l'Inde et le Myanmar en grande partie à vélo ? C'était ce qu'il me fallait !

À QUOI DEVAIS-JE M'ATTENDRE ?

Bangladesh. Qu'en attendez-vous ? Du tourisme ? Non. N'apportez pas trop d'argent, car vous ne pourrez

pas acheter grand-chose là-bas. La pollution ? La surpopulation ? La pauvreté ? En effet.

Du moins, c'est ce dont la plupart d'entre nous étai^{ent} convaincu^{es}. Avec notre vision et nos attentes occidentales, et nos propres préjugés aussi, nous sommes au début d'une grande aventure. Faire connaissance avec GK, l'organisation partenaire de WSM

Nous accompagnons l'organisation de santé Ghonoshasthaya Kendra - il nous a fallu tout un parcours pour prononcer ce mot sans problème. Gono (le peuple), shasthaya (santé) et kendra (centre). Le Dr Mahjebin Chowdhuryven et le Dr Kadir Ahmed nous plongent dans le monde auquel GK est confronté chaque jour : des personnes en situation de pauvreté souffrant de problèmes de santé et ne bénéficiant d'aucune forme de protection sociale. Les personnes âgées sont souvent le groupe cible

oublié. Il n'est pas facile de vieillir ou d'être vieux ou vieille au Bangladesh.

Le docteur Mahjebin met l'accent sur la prévention, les connaissances, les conseils en matière d'hygiène et d'alimentation saine. Son équipe, composée essentiellement de femmes, travaille quotidiennement pour rencontrer les gens, même dans les villages les plus reculés, souvent à bicyclette. La différence entre les hommes et les femmes dans la société bangladaise reste importante.

Les jeunes femmes qui ont accès à une formation dans le secteur de la santé grâce à GK se sont affirmées. La présidente de GK est Mme Altafunnessa Maya, une octogénaire, a un discours clair. GK est indispensable dans un pays où il n'existe pratiquement aucune structure pour apporter aux personnes en situation de pauvreté le soutien dont elles ont besoin en cas de maladie, d'accident ou tout simplement pour résoudre les problèmes de la vie quotidienne.

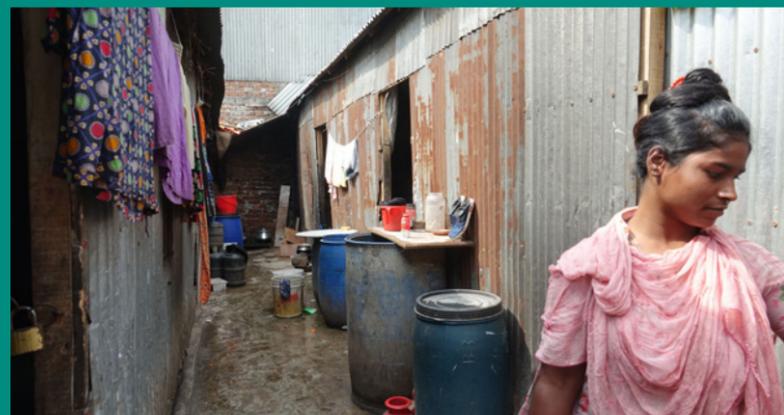
DES VÉLOS SUR MESURE

À vélo, nous nous faufile^{ons} dans le chaos de la circulation déjà vécu à notre arrivée à Dhaka. Les voies sont là, mais personne ne semble s'en soucier. Cyclistes, rickshaws, camions, voitures (presque toutes des Toyota)



'Avec notre vision et nos attentes occidentales, et nos propres préjugés aussi, nous sommes au début d'une grande aventure.'

Nicole Roegiers



et bus, tout le monde s'agite et se fait entendre avec exubérance. Nous aussi... à vélo ! Nous restons bien à gauche, ce qui nous permet de conduire à la britannique.

Notre piste cyclable nous fait passer devant une petite école. Le directeur fait aligner ses élèves en rangs. Les enfants tendent les bras, affichent des visages sérieux et chantent l'hymne national bengali « Amar Sonar Bangla » (Mon Bengale d'or).

La vue des rizières paisibles, vertes, et tranquilles, m'incite à écrire un haïku : « Quatre hérons cendrés - Inconscients de nos regards - La nature continue ».

Cette image contraste avec l'air poussiéreux des fours à briques qui marquent le paysage ici et là. Nous passons devant une cheminée dans laquelle pousse un arbre. Apparemment, cette activité polluante devrait

être arrêtée d'ici 2028. L'arbre est la preuve qu'au moins ce site a été abandonné. Le site est encore jonché de briques, destinées à être vendues ou transformées en gravier.

RASSEMBLEMENT À LA LUMIÈRE DES BOUGIES

L'objectif de notre voyage, qui était de rencontrer les habitant-es et de dialoguer avec eux-elles, a atteint son point culminant le vendredi 16 février. Divisé-es en deux groupes et avec l'aide d'interprètes, nous visitons un village. Les habitant-es nous accueillent chaleureusement, mais leurs conditions de vie sont si difficiles que nous nous sentons comme des intrus. Le soir, nous sommes invités à manger en petits groupes chez les habitant-es. Auparavant, nous discutons avec eux-elles autour d'une bougie qui éloigne les moustiques. Mon hôteesse est sage-femme. Elle espère que ses fils et ses petits-en-

fants se porteront mieux. Comme cela me semble bien familier.

EN QUÊTE DE SÉCURITÉ

À Cox's Bazar se trouve le camp de réfugié-es de Kutupalong, où vivent principalement des Rohingyas qui ont fui le Myanmar pour échapper à la persécution et à la violence. La section que nous visitons semble structurée. Chaque réfugié-e, y compris les nouveau-nés, est enregistré-e et a besoin de son carnet de santé - l'équivalent d'un passeport dans le camp - pour obtenir des soins. Plus d'un million de personnes vivent dans le camp. Parmi elles, 251.000 reçoivent un soutien par l'intermédiaire de GK. Le camp n'a rien de réjouissant dans l'ensemble. Un médecin nous informe que les maladies de peau, la pneumonie et les problèmes respiratoires sont les principales affections. Lorsque je demande à nos accompagnant-es ce qu'ils-elles

en pensent, leur réponse est plutôt cynique. Le camp dispose de toutes les commodités, alors que la population du Bangladesh tente de survivre dans la plus grande pauvreté. Le gouvernement nourrit ce sentiment. Une pensée déchirante.

PLUS JAMAIS RANA PLAZA !

Amin (Amirul Haque Amin) est un homme occupé. Le dirigeant de la NGWF (National Garment Workers Federation) a une journée pour démontrer ce qu'est un syndicat au Bangladesh.

C'est vendredi, le jour saint de la semaine. Mais dans l'usine textile, tout le monde est sur le pont. Par un escalier sombre aux marches inégales, nous pénétrons au troisième étage d'un bâtiment et nous nous retrouvons dans l'atelier des ouvrier-ères du textile. De jeunes filles et de jeunes garçons sont occupés à coudre, plier,

couper et repasser des vêtements. Lorsque nous entrons, ils-elles lèvent les yeux sans pour autant arrêter leur travail. Mercredi dernier, la célébration de la langue maternelle a interrompu la production. Il faut rattraper le temps perdu, même un vendredi. La salle est propre. Des ventilateurs apportent un rafraîchissement et tout est bien éclairé. Seuls les sanitaires sont fermés à clé.

L'une des travailleuses est syndiquée. Elle vit dans un quartier pauvre de Dhaka. Amin nous montre ce que cela recouvre. Son logement consiste en une pièce unique où vivent sept personnes. Le loyer engloutit plus de la moitié de son salaire mensuel, et il peut être augmenté du jour au lendemain. Il n'est nullement question de bail. Aujourd'hui, il a plu légèrement, mais il est déjà manifeste qu'il est particulièrement difficile de vivre dans ces conditions pendant la saison des pluies.

Faire partie d'un syndicat au Bangladesh est une activité à risque. L'année dernière, deux travailleur-euses de la NGWF ont été tué-es. Bien que la vie de ces personnes soit en danger, leur travail est vital. Ils-elles défendent le droit à un salaire décent dans un environnement de travail plus sûr. Plus tard dans la journée, nous nous rendons sur le site du Rana Plaza, l'usine de confection qui s'est effondrée, faisant 1.134 morts et environ 2.500 blessés. Nous déposons une gerbe sur la pierre commémorative et je suis submergée par l'émotion.

DE RETOUR AU PAYS

Cela fait maintenant quelques mois que je suis de retour dans notre petit pays au bord de la mer du Nord. Le contraste avec le Bangladesh ne pourrait être plus fort. La sécurité, la sécurité juridique, la liberté d'expression et la possibilité de poser ses propres choix sont des choses que nous devrions chérir. Let it be.





PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

WSM-Magazine
Magazine de WSM et de ses partenaires
Newsletter mai 2024
P309504 - Bureau de dépôt Gent X



Le mercredi 24 avril, 11 ans après l'effondrement du Rana Plaza à Dhaka, au Bangladesh, une large coalition d'organisations de la société civile (syndicats, ONG, organisations de consommateur-trices) s'est réunie dans le cadre d'une action coordonnée par la Clean Clothes Campaign (SKC) et la plateforme achACT afin de rappeler la nécessité d'agir contre l'impunité des entreprises. Un défilé de mode original a mis en lumière l'absence choquante d'engagements crédibles de la part des géants du jean comme Levi's, Lee et Wrangler pour protéger la vie des travailleur-euses dans leurs filières.

Les témoignages de soutien aux travailleur-euses, les appels à l'action des marques de mode et les discours des responsables politiques ont fait écho au vote, le même jour à Strasbourg, d'une directive européenne historique sur le devoir de vigilance des entreprises. La directive a finalement été approuvée par le Parlement européen le même jour.

PHOTO / Tim Dirven

WSM
We Social Movements